

CHANGER ensemble 

CROISSANCE POUR LA CLASSE MOYENNE

– PLAN FINANCIER DU PARTI LIBÉRAL ET ÉTABLISSEMENT DES COÛTS –




Liberal

C'est dans un contexte économique favorable à la classe moyenne que nous pouvons bâtir un pays où tout le monde aura sa chance de réussir. L'incroyable succès du Canada est dû à notre capacité de nous unir sur un territoire immense grâce aux valeurs et aux idées que nous partageons. Nous avons créé une société où le statut de citoyen(ne) repose sur les droits et libertés individuels de même que sur la compassion et la diversité. Mais au coeur de cette conception du Canada s'inscrit la promesse qu'il est à la portée de tous et toutes de se bâtir une vie meilleure, pour soi et pour nos enfants. Nos citoyennes et citoyens ont longtemps pu aspirer à une ascension sociale grâce aux possibilités économiques qui s'offraient à eux.

Or, ce pilier de l'idéal canadien est maintenant menacé par un gouvernement qui refuse de voir l'existence même d'un problème. La classe moyenne est le moteur de l'économie canadienne. C'est donc en renforçant notre classe moyenne et en stimulant notre économie que nous bâtirons un Canada où les travailleuses et travailleurs honnêtes peuvent espérer un bon niveau de vie, une retraite sûre et de meilleures perspectives d'avenir pour leurs enfants. Mais pour cela, nous devons veiller à ce que le gouvernement dispose de ressources suffisantes pour investir en recherche et en innovation, aider les gens vulnérables à s'affranchir de la pauvreté et offrir une sécurité économique à toutes les Canadiennes et tous les Canadiens.

Malheureusement, Stephen Harper affiche le pire bilan de croissance économique de tous les premiers ministres depuis R. B. Bennet pendant la Grande Dépression. Notre économie a fléchi durant la première moitié de 2015 et la Banque du Canada affirme que nous sommes le seul pays du G7 à être en récession. Le plan de M. Harper a échoué. Année après année, les Canadiennes et Canadiens ont été déçus par des promesses brisées. Ils n'ont pas eu droit aux investissements promis et ont assisté à maints affrontements avec les provinces, les territoires et les municipalités, alors que qu'ils ont besoin de partenariats pour progresser.

M. Harper refuse de dire la vérité à la population. En 2008, il a promis un budget équilibré, puis a immédiatement changé son fusil d'épaule et a annoncé un déficit. Il ne peut pas ignorer la situation actuelle : en raison de la chute des prix du pétrole et du ralentissement économique qui se poursuivent, le directeur parlementaire du budget a démontré que les conservateurs de M. Harper enregistreront un nouveau déficit cette année.

Le parcours des libéraux a démontré sans équivoque que nous réalisons les bons investissements au bon moment et que nous sommes capables d'équilibrer le budget en soutenant la croissance économique et la création d'emplois. C'est ce que nous ferons à nouveau. En choisissant d'investir dans la classe moyenne, de créer des emplois et de la croissance économique, nous rétablirons la responsabilité financière à Ottawa. Nous offrirons un meilleur gouvernement aux Canadiennes et aux Canadiens, car c'est ce qu'ils veulent et c'est ce qu'ils méritent.

NOTRE PLAN

Choisir d'investir immédiatement

Notre plan repose sur des choix différents de ceux des conservateurs de Stephen Harper et du NPD de Thomas Mulcair. Par exemple :

- ✓ Nous cesserons d'envoyer aux millionnaires des chèques de prestations pour enfants pour pouvoir augmenter ces mêmes prestations pour la classe moyenne et ceux qui travaillent fort pour en faire partie.
- ✓ Nous augmenterons le taux d'imposition du un pour cent des Canadiennes et Canadiens les plus riches pour pouvoir réduire les impôts de la classe moyenne.
- ✓ Nous procéderons à une évaluation de toutes les dépenses fiscales pour cibler les échappatoires fiscales qui avantagent tout particulièrement les Canadiennes et Canadiens les plus riches.
- ✓ Nous serons honnêtes au sujet de la situation financière du Canada et fonderons nos prévisions sur le récent rapport du directeur parlementaire du budget (DPB) et non pas sur les chiffres désuets du budget d'avril.
- ✓ Nous enregistrerons des déficits modestes pendant trois ans pour pouvoir investir dans la croissance de la classe moyenne et offrir un plan crédible d'équilibre budgétaire en 2019.

Nos choix signifient que notre plan apportera immédiatement de véritables changements dans la vie de tous les Canadiens.

NOTRE APPROCHE BUDGÉTAIRE

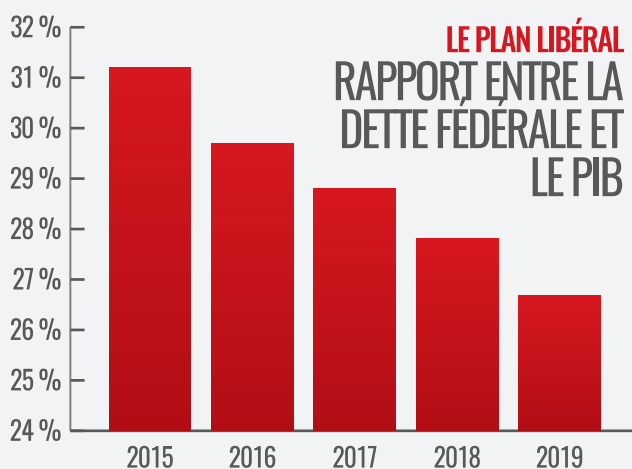
Le plan financier pour la période de notre mandat repose sur un cadre de planification réaliste, viable, prudent et transparent. Ce sont ces principes que les experts financiers canadiens recommandent de suivre.¹

Une approche **réaliste** reconnaît que les projections économiques et financières du gouvernement fédéral se sont détériorées depuis le dépôt du budget en avril. L'année 2015 a commencé par une récession dont les effets économiques et financiers ont été prévus par le directeur parlementaire du budget en se fondant sur le Rapport sur la politique monétaire de la Banque du Canada.

Prévisions de croissance réelle du PIB (%)	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20
Budget 2015 (avril)	1,9	2,3	2,3	2,2	2,0
Prévision du DPB pour 2015/16 – 2017/18 et prévision 2018/19 – 2019/20	1,0	2,7	2,4	2,2	2,2

Prévisions par exercices financiers – selon les standards du DPB

Dans les hypothèses budgétaires, nous prévoyons une réduction des niveaux de PIB nominal et de l'équilibre fiscal qui ne commencera à s'atténuer qu'en 2018-2019 et 2019-2020. Comme l'indiquent



les projections de la Banque du Canada, cela se traduit par une forte diminution de la croissance du PIB réel en 2015, ainsi que par de légères augmentations de la croissance du PIB réel par rapport aux prévisions budgétaires pour les dernières années, grâce au retour à une capacité excédentaire suite à la récession.

Les projections économiques externes continuent de fluctuer et constituent des prévisions réalistes pour les années à venir. Un nouveau gouvernement libéral publiera une mise à jour financière et économique à l'automne

1. <http://www.3dpolicy.ca>

pour que les Canadiens puissent se faire une idée plus précise de la situation actualisée du gouvernement fédéral par rapport à avril.

Le rapport entre la dette fédérale et le PIB continuera de baisser au cours de chacune des années de notre plan. Le Canada bénéficie d'un ratio faible de la dette au PIB et de taux d'intérêts historiquement bas. Notre plan veille à ce que la situation financière du gouvernement du Canada demeure **viable**. Notre cadre financier général est guidé par deux cibles budgétaires.

En 2019/20 :

- **Nous réduirons le ratio de la dette fédérale au PIB à 27 %.**
- **Nous équilibrerons le budget.**

Notre plan repose sur des prévisions **prudentes**, notamment au niveau de la reconstitution de la réserve pour éventualités lorsque nous reviendrons à un excédent; il ne tient pas compte non plus des effets financiers positifs des nouveaux investissements.

Nous irons plus loin en matière de **transparence** financière. Nous veillerons à la cohérence comptable entre le budget des dépenses et les Comptes publics, fournirons une analyse des coûts pour chaque projet de loi d'initiative gouvernementale, rétablirons l'exigence voulant que les plans d'emprunt du gouvernement soient approuvés par le Parlement, mettrons fin à l'utilisation inadéquate des lois omnibus et garantirons l'indépendance totale et le financement adéquat du directeur parlementaire du budget (DPB), qui ne répondra qu'au Parlement, de manière directe.

Nous ajouterons aussi au mandat du DPB l'établissement des coûts des programmes des partis politiques, comme c'est le cas en Australie et aux Pays-Bas, afin qu'à compter de la prochaine élection, les Canadiens puissent consulter les plans financiers des partis politiques en se fondant sur une base crédible et comparable.

CADRE DE PLANIFICATION

Lors de cette campagne, nous avons été le premier parti à annoncer notre cadre de planification.

« Des investissements à long terme sont en fait excellents. C'est exactement la chose à faire. »

DAVID DODGE, ancien gouverneur de la Banque du Canada et ancien sous-ministre des Finances
(CBC Radio One, *The House*, le 29 août 2015)

« [Cette] annonce du Parti libéral du Canada peut améliorer la qualité de vie des Canadiennes et des Canadiens qui résident dans les villes et les communautés partout au Canada. »

RAYMOND LOUIE, président de la Fédération canadienne des municipalités
(Fédération canadienne des municipalités, le 27 août 2015)

«Le Parti libéral du Canada préconise ce qui doit se faire aux É.U., un projet d'infrastructure d'envergure qui stimule l'économie et construit pour l'avenir. »

LAWRENCE SUMMERS, ancien directeur du Conseil économique national du Président Obama
(Twitter, @LHSummers, le 27 août 2015)

« [Un] engagement substantiel et constructif pour répondre à l'urgent besoin dans les villes et les communautés partout au Canada. »

GREGOR ROBERTSON, maire de Vancouver
(Bureau du maire, le 27 août 2015)

Avec le plan libéral, le gouvernement fédéral enregistrera un modeste déficit à court terme de moins de 10 milliards de dollars au cours des deux prochains exercices financiers, soit moins de la moitié du déficit moyen de M. Harper, qui s'est élevé à plus de 20 milliards de dollars par an. À la fin des deux prochains exercices financiers, le déficit chutera et notre plan d'investissement permettra au Canada de revenir à l'équilibre budgétaire en 2019-2020. En combinant la prudence financière et les investissements dans la croissance économique, nous mettrons fin à l'héritage de déficits chroniques de M. Harper en réduisant, tous les ans, le rapport entre la dette fédérale du Canada et le PIB.

Les conservateurs et le NPD ont fondé leur cadre de planification sur des prévisions découlant du budget d'avril 2015, avant qu'il soit compris que le Canada était en récession. Notre plan est transparent et honnête quant à la situation financière affaiblie dans laquelle le gouvernement fédéral se trouve.

Cadre de planification	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20
Prévisions financières d'avril (incluant les imprévus)	2 700	3 600	4 600	7 800
Estimation des effets de la réduction de la croissance économique	- 2 100	- 1 400	- 1 200	- 200
Cadre révisé (PBO 2016/17 - 2017/18)	600	2 200	3 400	7 600
Nouvelles recettes	23 939	26 611	28 258	29 756
Nouveaux investissements annoncés	33 262	35 952	34 819	35 001
Mesures pas encore annoncés	1 170	2 375	2 557	1 355
Prévisions avec le Plan libéral pour la croissance	- 9 893	- 9 516	- 5 718	1 000
Ratio dette fédérale / PIB	30 %	29 %	28 %	27 %

Chiffres en millions de dollars

Notre plan comprend des mesures qui, selon les projections établies à l'aide de multiplicateurs du ministère des Finances, auront des répercussions positives sur la croissance économique. Ces mesures incluent notamment des investissements dans l'infrastructure et des mesures ciblant les Canadiens dont le revenu est faible. Cette relance de la croissance économique améliorera à son tour la situation financière du gouvernement fédéral. Grâce au niveau d'investissement prévu dans notre plan, cela se traduira par une augmentation des recettes de plusieurs milliards par an. Bien que ces améliorations seraient en bout de ligne matérielles, conformément aux pratiques du ministère des Finances, nous ne les avons pas incluses dans notre cadre de planification.

Prévisions à l'aide de multiplicateurs économiques des dépenses et des mesures fiscales

Mesures fiscales	Impact en dollar d'une augmentation d'un dollar sur le niveau du PIB réel dans le cadre des mesures fiscales		
	2009	2010	T4 2010
Mesures d'investissements dans les infrastructures	1,0	1,5	1,6
Mesures d'investissements dans le logement	1,0	1,4	1,5
Autres mesures fiscales	0,8	1,3	1,4
Mesures pour les ménages à faible revenu et les sans-emplois	0,8	1,5	1,7
Assurance-emploi	0,2	0,5	0,6
Mesures touchant l'impôt sur le revenu	0,4	0,9	1,0
Mesures touchant l'impôt sur les entreprises	0,1	0,2	0,3

Source: Ministère des Finances (2009)

NOUVELLES RECETTES

Nouvelles recettes	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20
Remplacement de la PUGE de la PFCE et du SPNE	17 960	18 245	18 550	18 825
Hausse d'impôt pour le 1 % des plus riches	2 800	2 856	2 913	2 971
Dépenses fiscales et revue des dépenses de M. Harper	500	1 000	2 000	3 000
Réduction des cotisations à l'AE de 1,88\$ à 1,65\$	524	2 100	2 140	2 185
Annulation du fractionnement du revenu familial (pas le fractionnement du revenu de retraite)	1 995	2 050	2 110	2 165
Annulation de la hausse de la limite du CELI de 5 500 \$ à 10 000 \$	160	235	295	360
Suppression graduelle des subventions accordées à la production de combustibles fossiles	0	125	250	250
Total des nouveaux revenus	23 939	26 611	28 258	29 756

Chiffres en millions de dollars

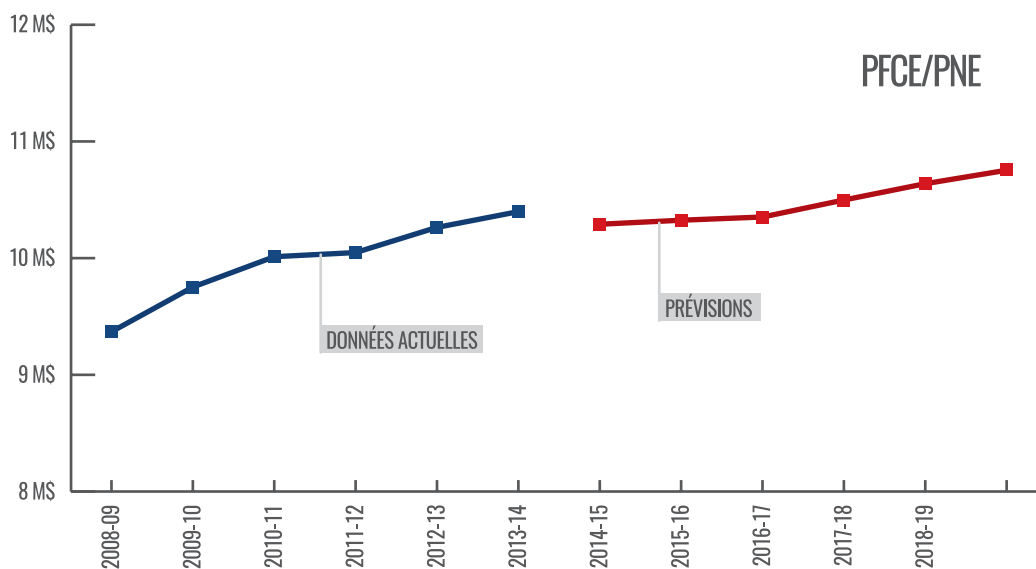
NOTES:

Remplacer les dépenses liées à la prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), à la Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE) et au supplément de la prestation nationale pour enfants (PNE) – l'Allocation canadienne aux enfants

Nous prévoyons que le coût de l'Allocation canadienne aux enfants (ACE) sera de 1,8 milliard de dollars en 2016-2017 et s'élèvera à 2 milliards de dollars en 2019-2020. Cela tient compte d'une ACE qui investit 21,7 milliards de dollars en 2016-2017, des économies provenant de l'annulation du fractionnement du revenu (2 milliards de dollars) et du remplacement de la PFCE, de la PNE et de la PUGE (17,9 milliards de dollars).

Les prévisions de coût de l'ACE sont fondées sur le nombre d'enfants de moins de 18 ans et le revenu familial (tableaux CANSIM 111-0013 et 111-0022) appliqués aux nouveaux niveaux des prestations de l'ACE. Les projections de coûts ont été comparées à la Base de données et Modèle de simulation de politique sociale (BD/MSPS) de Statistique Canada, qui ont permis de les confirmer. Pour les projections des années suivantes, nous avons utilisé le taux de croissance moyen des prestations pour enfants appliqué au cours de ces dernières années, en fonction des données historiques de l'Agence du revenu du Canada (ARC) et des Comptes publics.

À la suite de l'annonce de l'ACE libérale, les conservateurs ont prétendu à tort que les libéraux n'avaient pas tenu compte des recettes fédérales provenant de la PUGE imposable. Cela s'est révélé faux. Pour corroborer leur assertion, les conservateurs ont publié des données plus détaillées provenant du ministère des Finances, et qui n'étaient pas disponibles auparavant, sur les projections de coûts de la PFCE/PNE. Celles-ci montrent une diminution des coûts des prestations pour enfants en 2014-2015.



Si les coûts des prestations pour enfants sont plus faibles, alors le coût des deux prestations existantes, ainsi que de la nouvelle ACE, diminuera. En fait, utiliser ces taux révisés de croissance de la population infantile prévue ferait passer le coût net de l'ACE en deçà du montant de 1,8 milliard de dollars que nous avons estimé. Par conséquent, nous continuerons d'utiliser nos projections de départ, plus élevées, pour veiller à ce que les chiffres soient les plus prudents possibles.

Document d'information - [Changer ensemble : Croissance pour la classe moyenne](#)

Hausse d'impôt pour le un pour cent des Canadiens les plus riches

Notre projection est fondée sur une analyse de la Bibliothèque du Parlement qui montre qu'une nouvelle tranche d'imposition de 33 pour cent pour les revenus personnels de plus de 200 000 \$ aurait augmenté les recettes de 2014 de 3,24 milliards de dollars. En tenant compte de l'inflation, cette estimation passe à environ 3,4 milliards de dollars d'ici 2016-2017. Il se peut que les personnes ayant un revenu élevé tentent de recourir à des stratégies de planification fiscale pour éviter de payer des impôts plus conséquents. Nous augmenterons les ressources en contrôle de l'application de l'ARC pour veiller à percevoir les dettes fiscales. Cependant, nos estimations tiennent également compte d'un facteur de prudence de 600 millions de dollars. Nous prévoyons des recettes de 2,8 milliards de dollars en 2016-2017, qui passeront à 3 milliards de dollars en 2019-2020.

Document d'information - [Changer ensemble : Croissance pour la classe moyenne](#)

Dépenses fiscales et revue des dépenses de M. Harper

Le budget du gouvernement du Canada est excédentaire de presque 300 milliards de dollars par an, ce qui, en tenant compte des dépenses fiscales, représente plus de 400 milliards de dollars par an. Il est important que le gouvernement fédéral s'engage continuellement à veiller à ce que les dépenses fédérales soient justes pour les Canadiens et assumées d'une manière aussi efficace et responsable du point de vue fiscal que possible. En 2005, Paul Martin, alors premier ministre, avait chargé son ministre du Revenu national John McCallum d'entreprendre un examen des dépenses à l'échelle de l'administration fédérale qui a entraîné une somme de 3 milliards de dollars en économies annuelles comptabilisées durant les quatre années qui ont suivi.¹

Nous atteindrons ce même objectif en l'espace de quatre ans, ce qui, en 2019-2020, représentera nettement moins d'un pour cent du total des dépenses fiscales fédérales. Les défis d'aujourd'hui diffèrent de ceux de 2005, et nos priorités sont le reflet des changements qu'il faut apporter après les dix années de gouvernement conservateur de M. Harper. Cela signifie :

- Diminuer considérablement le budget du gouvernement du Canada alloué à la publicité et de mettre fin à l'utilisation des publicités gouvernementales à des fins partisans.
- Procéder à un examen à grande échelle, attendu depuis longtemps, de plus de 100 milliards de dollars de dépenses fiscales de plus en plus complexes qui existent actuellement, dont l'objectif principal sera de chercher des occasions de réduire les avantages fiscaux qui aident injustement les personnes dont le revenu personnel dépasse les 200 000 \$ par an. Par exemple, une analyse récente du directeur parlementaire du budget sur les modifications apportées aux dépenses fiscales entre 2005 et 2013 montre que de nouvelles mesures multiples lancées par Stephen Harper ont procuré de nouveaux avantages fiscaux aux contribuables du 96^e percentile au 100^e percentile.
- Il serait possible de commencer par déterminer le plafond pour le montant maximal pouvant être réclamé en vertu de la déduction pour option d'achat d'actions. Le ministère des Finances estime que 8 000 Canadiens au revenu très élevé déduisent en moyenne 400 000 \$ de leur revenu imposable par le biais d'options sur actions. Cela représente trois quarts de l'incidence fiscale de cette déduction, qui, au total, a coûté 750 millions de dollars en 2014. Les options d'achat d'actions sont une compensation utile pour les entreprises en démarrage, et nous ferions en sorte que les employés gagnant jusqu'à 100 000 \$ par an en options d'achat d'actions ne soient pas touchés par aucun plafond.
- Demander à l'ARC de procéder immédiatement à une analyse de la fraude fiscale, ou de ce que l'OCDE appelle « l'écart fiscal ». Selon une analyse de 2013 effectuée par le directeur parlementaire du budget, l'envergure de l'écart s'élève à près de 7 pour cent de la dette fiscale totale au Royaume-Uni, et à 14,5 pour cent aux États-Unis. Le gouvernement conservateur de M. Harper a refusé de fournir au DPB les données nécessaires pour entreprendre une

1. <http://fin.gc.ca/budget05/booklets/bkexp-eng.asp>

analyse similaire au Canada.

- Au fur et à mesure que nous réduirons le taux d'imposition des petites entreprises de 11 à 9 pour cent, nous veillerons à ce que le statut de société privée sous contrôle canadien (SPCC) ne soit pas utilisé pour diminuer l'obligation en matière d'impôt sur le revenu personnel pour les personnes à haut revenu. Michael Wolfson, de l'Université d'Ottawa, estime qu'environ 500 millions de dollars par an sont perdus, plus particulièrement dû aux personnes à revenu élevé qui se servent du statut SPCC comme outil de fractionnement du revenu.
- Diminuer le recours à des consultants externes pour ramener les dépenses plus près de leur niveau de 2005-2006. Voici quelques exemples de la manière dont des dépenses ont augmenté sous le régime de M. Harper :
 - Emploi et Développement social Canada (auparavant appelé Ressources humaines et Développement des compétences Canada) a augmenté ses dépenses en « services d'affaires » externes de 61 pour cent depuis 2006-2007, soit l'équivalent de 7 pour cent du taux de croissance annuel composé, ou une augmentation totale de 140 millions de dollars par an.
 - Travaux publics et Services gouvernementaux Canada a augmenté ses dépenses en « services d'affaires » externes de 150 pour cent depuis 2006-2007, soit l'équivalent de 14 pour cent du taux de croissance annuel composé, ou une augmentation totale de 188 millions de dollars par an.
 - Travaux publics et Services gouvernementaux Canada a augmenté ses dépenses en « autres » services professionnels externes de 212 pour cent depuis 2006-2007, soit l'équivalent de 18 pour cent du taux de croissance annuel composé, ou une augmentation totale de 332 millions de dollars par an.

Suppression graduelle des subventions accordées à la production de combustibles fossiles

Comme le Canada s'est engagé à le faire au G-20, nous supprimerons graduellement les subventions accordées à la production de combustibles fossiles. En 2014, le Pembina Institute a estimé que plus d'un milliard de dollars de subventions accordées à la production de combustibles fossiles existait toujours dans le cadre de l'impôt actuel du Canada. Notre point de départ est un objectif de réduction des subventions accordées à la production de combustibles fossiles de l'ordre de 250 millions de dollars, une première étape étant de permettre l'utilisation de la déduction fiscale pour frais d'exploration au Canada uniquement dans le cas d'explorations infructueuses.

NOUVEAUX INVESTISSEMENTS

Nouveaux investissements	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20
Réduction d'impôt et prestations	25 500	26 085	26 695	27 240
Infrastructure	5 025	5 025	3 450	3 450
Assurance-emploi	524	2 100	2 140	2 185
Emplois et formations	905	950	935	625
Environnement et économie	415	445	400	400
Arts et culture	185	380	380	380
Peuples autochtones	250	550	450	350
Anciens combattants	325	309	311	313
Immigration	133	108	58	58
Total des nouveaux investissements	33 262	35 952	34 819	35 001

Chiffres en millions de dollars

Réductions d'impôts et allocations

Réduction d'impôt / prestation	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20
Allocation canadienne aux enfants	21 725	22 160	22 600	23 000
Réduction d'impôts pour la classe moyenne	2 870	2 925	3 000	3 050
Augmentation de 10 % du SRG pour les aînés vivant seul	720	760	800	840
Indexation de la SV et du SRG au niveau d'inflation	55	105	160	210
Remboursement de la TPS pour la construction de logement locatif	125	130	130	135
Flexibilité accrue des retraits autorisés sur un REER lors de l'accession à la propriété	5	5	5	5

Chiffres en millions de dollars

- L'établissement des coûts de l'Allocation canadienne aux enfants est décrit dans les notes au sujet des nouvelles recettes.

- La projection de réduction d'impôt pour la classe moyenne provient du Simulateur budgétaire du DPB.
- Les projections du Supplément de revenu garanti proviennent de l'ARC.¹
- La projection sur l'inflation pour les aînés est calculée en fonction de l'analyse de Statistique Canada.²
- Le remboursement de la TPS est prévu en fonction du taux actuel de rabais de 33 pour cent, avec un taux d'utilisation plus élevé.
- Suppose un taux d'utilisation plus élevé des retraits d'un REER dans le cadre du Régime d'accession à la propriété dû à une plus grande flexibilité.

Document d'information – [Changer ensemble : Croissance pour la classe moyenne](#)

Document d'information – [Changer ensemble : Assurer la sécurité de la retraite de nos aînés](#)

Document d'information – [Changer ensemble : Des logements abordables pour les Canadiennes et Canadiens](#)

Infrastructure

Investissement	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20
Investir dans le transport collectif	1 675	1 675	1 150	1 150
Infrastructure sociale	1 675	1 675	1 150	1 150
Infrastructure verte	1 675	1 675	1 150	1 150

Chiffres en millions de dollars

Document d'information – [Changer ensemble : Un plan d'investissement historique pour renforcer la classe moyenne, créer des emplois et stimuler notre économie](#)

Assurance-emploi

Investissement	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20
Fin de la discrimination et réintégration des travailleurs dans l'AE	138	550	560	570
Réduire le délai de carence à une semaine	175	700	725	750
Prestations pour congé parental plus flexibles	30	125	125	130
Accès élargi aux prestations de compassion	48	190	195	200
Augmenter le financement pour la formation dans le cadre de l'EDMT	125	500	500	500
Inverser les changements apportés en 2012	8	35	35	35

Chiffres en millions de dollars

Projections tirées de l'analyse d'EDSC, du rapport sur le contrôle et l'évaluation de l'assurance-emploi et de la Gazette du Canada, en supposant un taux d'utilisation plus élevé des avantages actuels boni-

1. <http://www.osfi-bsif.gc.ca/eng/oca-bac/ar-ra/oas-psv/pages/oas12.aspx>

2. http://www41.statcan.gc.ca/2007/70000/ceb70000_004-eng.htm

fiés (prestations de compassion, prestations parentales).

Document d'information – [Changer ensemble : Une assurance-emploi qui renforce notre économie et fonctionne pour les Canadiennes et les Canadiens](#)

Document d'information – [Changer ensemble : Travailler pour les familles Canadiennes d'aujourd'hui](#)

Document d'information – [Changer ensemble : Un meilleur soutien aux aidants naturels](#)

Emplois et formation

Investissement	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20
Rétablir le crédit d'impôt sur le capital de risque des travailleurs	115	160	165	165
Stratégie d'emploi chez les jeunes	455	455	435	125
Nouveaux investissements en formation	200	200	200	200
Formation et emploi destiné aux Premières Nations	50	50	50	50
Investir dans l'équipement destiné aux métiers spécialisés	25	25	25	25
Crédits d'impôt pour les éducateurs	60	60	60	60

Chiffres en millions de dollars

- Rétablissement du crédit d'impôt relatif à une société à capital de risque de travailleurs tiré des projections du ministère des Finances.
- Crédit d'impôt sur les fournitures scolaires à l'intention des enseignant(e)s et éducateurs(trices) de la petite enfance estimé sur la base de l'Île-du-Prince-Édouard.

Communiqué de presse – [Le chef du Parti libéral du Canada, Justin Trudeau, partage sa vision de l'économie pour le Canada](#)

Document d'information – [Changer ensemble : Formation professionnelle et acquisition de compétences pour les Canadiennes et Canadiens](#)

Document d'information – [Changer ensemble : Investir dans nos enfants et nos éducateurs](#)

Environnement et économie

Investissement	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20
Stratégies pour les secteurs des ressources et des technologies vertes	200	200	200	200
Investissements en technologies vertes	100	100	100	100
Programmes et science destinés à Parcs Canada	50	50	50	50
Entrée gratuite aux parcs nationaux en 2017	15	45	0	0
Surveillance et sciences des océans	50	50	50	50

Chiffres en millions de dollars

Document d'information – [Changer ensemble : Un nouveau plan pour l'environnement et l'économie du Canada](#)

Peuples autochtones

Investissement	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20
Nouveau partenariat en éducation avec les Premières Nations	100	200	300	300
Construction d'infrastructures scolaires pour les Premières Nations	100	300	100	-
Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire	50	50	50	50

Chiffres en millions de dollars

Le nouveau partenariat avec les Premières Nations s'entend net du financement engagé dans le cadre de l'impôt qui n'est pas encore distribué aux Premières Nations. Le montant total de l'engagement envers l'éducation des Premières Nations s'élève à 750 millions de dollars par an.

Document d'information - [Changer ensemble : L'éducation et les débouchés économiques des Premières Nations](#)

Anciens combattants

Investissement	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20
Augmentation de l'allocation pour déficience permanente	25	25	25	25
Augmentation de l'allocation pour perte de revenu	38	42	44	46
Allocation d'études pour anciens combattants	80	80	80	80
Réouverture des 9 bureaux pour Anciens combattants	7	7	7	7
Augmenter le précédent fonds alloué de 50 %	5	5	5	5
Soutien amélioré aux anciens combattants et à leur famille	100	100	100	100
Centres d'excellence en soins aux anciens combattants	20	0	0	0
Accroître le personnel de service aux Anciens combattants	50	50	50	50

Chiffres en millions de dollars

- Les projections sur l'allocation pour déficience permanente et l'allocation pour perte de revenu sont fondées sur les projections de l'ombudsman des Anciens combattants, desquelles sont soustraites les augmentations modestes opérées depuis par le gouvernement.
- L'allocation d'études pour anciens combattants est fondée sur le nombre d'employés qui quittent les FAC chaque année, le coût d'une année d'éducation postsecondaire et un taux d'utilisation élevé.
- Le coût des bureaux des Anciens combattants est tiré des projections du gouvernement.
- L'incidence actuarielle du rétablissement des pensions à vie pour les anciens combattants blessés et de l'augmentation des pensions de conjoint survivant sera comptabilisée immédiatement en 2015-2016.

Document d'information - [Changer ensemble : Notre devoir d'assurer l'avenir de nos anciens combattants](#)

Arts et culture

Investissement	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20
Financement accrue de CBC/Radio Canada	75	150	150	150
Promotion des arts à l'étranger	10	25	25	25
Investissements à l'ONF et Téléfilm Canada	10	25	25	25
Doubler le financement du Conseil des arts du Canada	90	180	180	180

Chiffres en millions de dollars

Document d'information – [Changer ensemble : Investir dans la culture et l'emploi pour la classe moyenne au Canada](#)

Immigration

Investissement	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20
Réduire le temps de traitement des demandes	25	50	50	50
Éliminer les frais pour les aides familiales	8	8	8	8
Accueillir 25 000 réfugiés syriens	100	50	0	0

Chiffres en millions de dollars

- Les frais d'évaluation sont fondés sur des statistiques de la CISR sur les approbations d'aidants
- 100 milliards de dollars supplémentaires pour l'accueil en 2015-2016 et 100 millions pour UNHCR

Document d'information – [Changer ensemble : Un nouveau plan pour l'immigration qui créera des débouchés économiques au Canada](#)

Coût net total des mesures à annoncer

Investissement	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20
Coût total net des mesures pas encore annoncées	1 170	2 375	2 557	1 355

Chiffres en millions de dollars

Nous prendrons d'autres engagements au cours des dernières semaines de cette campagne électorale. Ces investissements s'inscriront également dans notre plan financier.